



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et Logement
des Pays de la Loire**
Unité Inter-Départementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2026-0028 du - 6 FEV. 2026

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SERIPHARM - rue Démocrite - Technopole Université 72000 Le Mans
Installation de fabrication de produits pharmaceutiques**

Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

Vu l'annexe I du règlement européen 2019/1021 (POP) qui dispose que « 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges. » ;

Vu l'article 14-III-B de l'arrêté ministériel modifié du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 susvisé qui dispose que : « Les eaux d'extinction d'un incendie doivent pouvoir être stockées sur le site (sur les parties étanches formant rétention ou dans un bassin de stockage ou par obturation de l'exutoire du réseau des eaux pluviales,...). » ;

Vu les rapports d'analyse du 20 mai 2025 de l'émulseur ECOPOL contenu dans la cuve de sprinklage et de l'émulseur ECOPOL contenu dans un cubitainer, du laboratoire d'analyse EUROFINIS ;

Vu les rapports d'analyse du 2 juin 2025 de l'émulseur ECOPOL contenu dans la cuve de sprinklage et de l'émulseur ECOPOL contenu dans un cubitainer, du laboratoire d'analyse CTC ;

Vu les courriers de la société SERIPHARM à l'inspection des installations classées datés du 21 janvier 2025 et du 6 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société SERIPHARM en date du 13 mai 2025 ;

Vu le rapport d'inspection en date du 23 juillet 2025 et référencé 2025-380_INSP_SERIPHARM – Le Mans_RAP ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriels en date du 08 septembre 2025 et du 24 octobre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport, modifié suite aux observations de l'exploitant susvisées, en date du 18 décembre 2025 et référencé 2025-380_INSP_SERIPHARM – Le Mans_RAP_modifié, transmis à l'exploitant

par courrier en date du 18 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998, l'exploitant dispose d'une vanne pelle permettant d'assurer le confinement des eaux incendie d'une portion du site de la société SERIPHARM ;

CONSIDÉRANT qu'une défaillance de la vanne pelle précitée a entraîné le rejet de mousses incendie contenant un émulseur pollué au PFOS (dilué à 3 % dans l'eau) le 6 juin 2025 et le 12 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 juillet 2025 réalisée sur le site de la société SERIPHARM, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la vanne était fuyarde ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les rapports d'analyse du laboratoire Eurofins et CTC précités annoncent une concentration de PFOS au sein de l'émulseur présent dans la cuve du système d'extinction automatique d'incendie entre 9,41 et 45,6 mg/kg ;

CONSIDÉRANT que l'annexe I du règlement 2019/1021 (POP) susvisée interdit la présence de PFOS pour une concentration supérieure à 10 mg/kg ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'annexe I du règlement 2019/1021 (POP) susvisé, l'émulseur présent au sein de la cuve du système d'extinction automatique d'incendie est considéré pollué au PFOS jusqu'à preuve du contraire ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 13 mai 2025, l'inspection a constaté que l'émulseur ECOPOL présent sur site ne répond pas aux classes de performances exigées par l'article 14-III-B de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est tenu de respecter l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 susvisé exigeant que les installations de sprinklage soient conformes à un référentiel en vigueur avant de mettre en œuvre le remplacement de l'émulseur ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SERIPHARM de respecter ces dispositions afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 5 janvier 2026 reçu 14 janvier 2026, et que celui-ci n'a pas présenté ses observations dans le délai imparti ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1

La société SERIPHARM, exploitant des installations de fabrication de produits pharmaceutiques, située rue Démocrite – Technopole Université sur la commune du Mans, est mise en demeure de :

- respecter, sous un délai de 1 mois, les dispositions de l'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 en garantissant l'étanchéité du réseau collectant les eaux d'extinction d'un incendie et le confinement des effluents collectés sur le site ;

- respecter l'annexe I du règlement 2019/1021 (POP) en mettant en œuvre les mesures suivantes ;
 - sous un délai de 2 mois, présenter un plan d'action pour le remplacement de l'émulseur présent dans la cuve et le nettoyage des installations connexes susceptibles d'avoir été contaminées par cet émulseur et des réseaux (cuve, réseaux entre émulseurs et tête de sprinklage et tout autre équipements fonctionnant avec l'émulseur, réseaux de canalisations servant de rétention...).
 - Le plan d'action comprend :
 - le protocole de nettoyage, les valeurs limites cibles à atteindre en concentration et le plan d'échantillonnage.
 - pour les émulseurs et les eaux de rinçage : une description du dispositif de collecte et de récupération, des moyens pour assurer leur confinement pendant les opérations, des dispositifs de stockage sur site et de leur devenir.
 - les mesures compensatoires mises en œuvre pour garantir un niveau de maîtrise du risque incendie équivalent.
- sous un délai de 8 mois : le remplacement de l'émulseur contaminé par du PFOS par un émulseur répondant à la réglementation en vigueur. L'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires pendant les travaux de remplacement pour garantir un niveau de maîtrise de risque incendie équivalent et assure le nettoyage des installations y compris connexes susceptibles d'avoir été contaminées par l'émulseur.

Sous un délai de 1 mois et dans l'attente de la réalisation de l'ensemble des points ci-dessus, la totalité des effluents susceptibles d'être contaminés par une nouvelle utilisation de l'émulseur sont confinés sur site. Les effluents pourront être évacués par une filière de traitement adéquate après analyse de leur teneur en PFOS.

Article 2

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le maire du Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du Logement des Pays de la Loire, et l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET DE LA SARTHE,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Christine TORRES